

## K

**KABORE ZINDA (M. Philippe)**, *Député de la Côte d'Ivoire.*

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 299). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 27).

**Interventions :**

Est nommé *Secrétaire d'âge* [14 janvier 1947] (p. 1). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [29 mai 1947] (p. 1774).

**KAUFFMANN (M. Michel)**, *Député du Bas-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [30 novembre 1948] (p. 7302).

**Dépôts :**

Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à aménager la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en modifiant et complétant l'article 3, n° 3334. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi relative à l'obligation de l'arrachage des pieds de houblons mâles dans les régions houblonnières, n° 4154. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer les quantités de blé attribuées aux agriculteurs échangistes (échange blé-farine) de façon à leur permettre de bénéficier du régime de liberté appliqué à la vente du pain et à les soustraire aux poursuites du contrôle économique en cas d'infraction à la législation actuellement en vigueur, n° 6471. — Le 21 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les sinistrés des derniers orages qui se sont abattus sur le département du Bas-Rhin, n° 10376. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Bas-Rhin sinistrés à la suite des graves orages accompagnés de chutes de grêle qui ont dévasté les cultures au cours du mois d'août, n° 10971. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé, n° 11365. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 9235) instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la

Moselle, n° 11730. — Le 16 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations militaires aux parents et épouses de militaires sous les drapeaux, n° 12527. — Le 5 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte lors de la fixation du prix d'été du lait de l'augmentation générale des frais de production survenus depuis le calcul du prix d'hiver ainsi que des répercussions économiques découlant des ajustements de prix et salaires à la suite des récentes grèves, n° 12705. — Le 5 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier les zones de salaires dans le département du Bas-Rhin et à assimiler ce département à la zone de Paris, n° 12706. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits afférents à la succession de tout bien foncier et de ses annexes agricoles ainsi que les droits de mutation sous condition que ces derniers aient pour objet une opération favorable à la marche de l'exploitation agricole, n° 12707. — Le 11 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 9235) instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 12775.

### Interventions :

Participe à la discussion : des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Coopérative des planteurs de houblon* [20 février 1947] (p. 400) ; — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1636, 1637) ; — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [23 mai 1947] (p. 1722) ; — de la proposition de loi de M. Gras tendant à la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3763). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [22 décembre 1947] (p. 6054) ; — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1254) ; —

du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat A, Chap. 3070 : *Matériel et équipement de la gendarmerie* [8 juillet 1948] (p. 4465) ; — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5793) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture ; Chap. 322 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. l'abattement sur les services de la protection des végétaux* [12 avril 1949] (p. 2350) ; *le retire* (p. 2351) ; Chap. 334 : *Nourriture des étalons des haras* (p. 2351) ; — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949 ; Article unique : *Amendement de M. Vendroux tendant à ne pas mettre à la charge des collectivités locales les frais résultant de la modification des rôles* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4026). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de chemin de fer de la ligne Paris—Strasbourg [13 juillet 1949] (p. 4746). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4856, 4857) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son sous-amendement tendant à supprimer l'impôt sur la culture du tabac et du houblon* (p. 4871) ; *Son amendement tendant à assimiler la culture de la vigne aux cultures non spécialisées* (p. 4872) ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à exonérer les jeunes exploitants pour une durée de trois ans* (p. 4882) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur l'admission de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe et l'arrêt des démontages d'usines)* [25 novembre 1949] (p. 6341, 6342) ; *Son ordre du jour demandant la négociation des accords avec le gouvernement de Bonn* (p. 6351). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix de l'essence et les taxes envisagées sur les véhicules utilitaires [8 décembre 1949] (p. 6700). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6724) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] : *Son amendement relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* [2 février 1950] (p. 921) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion*

générale (*Ses observations sur la crise agricole, le prix du lait, la cherté du matériel de culture*) [23 février 1950] (p. 1385, 1386); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1950] (p. 1536); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1730: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Agents forestiers d'Alsace-Lorraine)* [24 mai 1950] (p. 3900); Chap. 1780: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exploitations en régie* [25 mai 1950] (p. 3911). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire du 12 avril 1950 faisant supporter par les producteurs agricoles les hausses prévues sur le gaz et le pain [30 mai 1950] (p. 3982). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé: *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien: *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6171, 6172); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à dispenser de service les chefs d'exploitation agricole* [27 octobre 1950] (p. 7305); *Amendement de M. Mançeau tendant à abroger le décret du 11 septembre 1950 prorogeant de trois mois le service militaire* (p. 7317); *Son amendement tendant à accorder les gratuités de chemins de fer aux soldats du contingent* (p. 7322); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2: *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (Epuraton en Alsace-Lorraine)* [9 novembre 1950] (p. 7582); Art. 3: *Son amendement tendant à exclure de l'amnistie les personnes ayant encouragé l'incorporation des Alsaciens-Lorrains dans la Wehrmacht* [16 novembre 1950] (p. 7770); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9: *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8693, 8694); Art. 10: *Son amendement tendant à exclure bâtiments et outils pour le calcul du revenu* (p. 8695); **Art. 13: Amendement de M. Rochet tendant à fixer l'allocation par une majoration de 5 0/0**

de l'impôt sur les sociétés [13 décembre 1950] (p. 9023); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur la crise agricole, la baisse des prix agricoles et la mévente)* [7 décembre 1950] (p. 8788, 8789); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1140: *Direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526); Chap. 1660: *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les exploitations en régie* (p. 9537). — Dépose une demande d'interpellation sur le préjudice subi par le corps des ingénieurs des eaux et forêts par l'application du décret du 30 décembre 1950 relatif à leur statut [24 février 1951] (p. 1618). = S'excuse de son absence [22 mars 1947] (p. 1019).

**KHIDER (M. Mohamed), Député d'Alger**  
(2<sup>e</sup> collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 141). = Est nommé membre: de la Commission des pensions [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [30 janvier 1948] (p. 329); de la Commission de la presse [30 janvier 1948] (p. 329).

#### Dépôt :

Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à décider l'envoi en Algérie d'une Commission parlementaire d'enquête pour vérifier l'authenticité des événements survenus au douar Sidi-Ali-Bounab le 28 septembre 1949, n<sup>o</sup> 8492.

#### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 905, 906). — Dépose une demande d'interpellation sur les provocations administratives envers les Musulmans algériens [18 février 1948] (p. 865). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique: *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5319, 5320, 5321, 5322);